

Le terrain, ” une manière de vivre et de regarder le monde et les gens ”. Entretien avec Pierre Gentelle

Yann Calberac

► **To cite this version:**

Yann Calberac. Le terrain, ” une manière de vivre et de regarder le monde et les gens ”. Entretien avec Pierre Gentelle. *L'Information géographique*, Armand Colin, 2011, 75 (septembre 2011), pp.102 - 119. halshs-00622549

HAL Id: halshs-00622549

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00622549>

Submitted on 12 Sep 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Le terrain, « une manière de vivre et de regarder le monde et les gens »
Entretien avec Pierre Gentelle**

Yann Calbérac
Université Paris-Sorbonne (IUFM de Paris)
UMR 8185 ENeC
Courriel : yann.calberac@ens-lyon.org
Page web : <http://www.calberac.org>

Si un géographe méritait bien d'être qualifié de « géographe de terrain », c'est bien Pierre Gentelle. Il le revendiquait : il avait appris la géographie sur le terrain, et c'est là qu'il faisait la sienne. Il revenait volontiers sur sa formation au Maroc, son parcours et son compagnonnage avec les archéologues, comme à Arras, lors du colloque « A travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie » (juin 2008). Avec son regard bienveillant, il m'encourageait à avancer mes recherches sur le terrain et l'imaginaire des géographes¹ et a donc naturellement accepté de m'accorder un entretien pour évoquer de la place du terrain dans ses pratiques scientifiques.

Cet entretien a été recueilli à Saint-Dié-des-Vosges le 4 octobre 2008. La retranscription a été soumise à Pierre Gentelle qui l'a relue et très largement amendée le 17 septembre 2010, quelques semaines avant sa disparition.

Yann Calbérac

Êtes-vous un géographe de terrain ?

Pour faire simple, je dirais : oui.

Pour vous, c'est quoi le terrain ?

Ah, ah ! Je dirais : ce qui nous est présenté du monde dans lequel nous vivons en qualité d'être humain, ce que certains appellent la réalité, ce que d'autres réduisent à la nature. Quoi qu'il en soit, le « terrain » est pour moi la base obligatoire de tout travail, pas seulement géographique. Nous, humains, partons du monde que nous avons sous les pieds, sous les yeux : la terre, la planète, le monde sensible, tout ce que vous pouvez ajouter là-dessus. Notre matière première, c'est d'abord nous, vivant sur un globe terrestre qui (je ne suis pas encore allé faire un tour dans l'espace) est le matériau de base, avec ses limites. C'est ça, le terrain pour moi, plus les difficultés pour y accéder.

Quel est votre terrain ?

Mon terrain, c'est d'abord un choix et une réduction. C'est aussi plus que ça, vous savez, le sentiment que le terrain n'est pas lisible en soi, qu'il est masqué, que si vous voulez découvrir la réalité (si on peut la percevoir ou la mesurer, problème philosophique), elle n'est pas immédiate. Et que donc le monde sensible, dans lequel je vis moi-même, c'est à la fois moi, les autres et la Terre que j'observe (la Terre, au sens planète) et tout ce que je ne perçois ni immédiatement ni consciemment. Est-ce clair ? Est-ce bien ça la réalité ? Comment le savoir ? Je m'en fais des représentations. Je lis ce que les autres en disent. Je fais souvent miennes leurs représentations à eux. Plus souvent encore, je ne suis pas d'accord avec eux. Sans être capable de compléter moi-même, je suis sensible à leur incomplétude. Ce n'est pas contradictoire. Nous avons tous forcément les mêmes outils de compréhension du monde qui sont nos sens, notre intelligence, notre formation, *etc.* mais les résultats sont toujours différents. Donc, mon terrain, ce sont aussi les autres, géographes ou non. Je me pose la question de savoir si ce que je vois correspond à ce qui est. Et, des fois, je suis surpris de ce que les autres voient – et parfois persistent à ne pas voir. Ma tentation, c'est d'aller voir ce qu'il y a derrière les représentations.

Avant que je ne vous pose la question précédente, vous m'aviez répondu que vous aviez un terrain régional.

Oui, bien sûr ! J'ai eu plusieurs terrains régionaux. Mais je répondais à votre question globale... Si vous voulez, les régions, c'est parce que je suis obligé par la force des choses de réduire mon activité pour qu'elle soit praticable. Sinon, mon terrain, c'est le monde.

Pour vous, la méthode géographique et vos réflexions s'appliquent globalement au monde entier ?

Oui, bien sûr.

¹ Calbérac Yann (2010). *Terrains de géographes, géographes de terrain. Communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français du XX^e siècle*. Thèse de doctorat en géographie de l'Université de Lyon (Université Lumière Lyon 2) sous la direction du Pr. Isabelle Lefort. 2 volumes (392 p. et 400 p.) et un film documentaire *Ce qui fait terrain – Fragments de recherches* (52 minutes). Le volume principal est en ligne : <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00551481/>

Vous m'avez parlé dans cette approche du terrain d'une approche sensible. Parmi les sens, il y a un qui est privilégié en géographie, c'est la vue. On parle souvent de l'œil du géographe, capable de comprendre le monde, de le voir, de le disséquer, de l'analyser. Que vous inspire cette formule ?

Elle me laisse dubitatif. Tout est apprentissage. Ce n'est pas simple. D'abord, on n'a pas trente-six outils pour voir, sentir, apprécier le monde. On a nos sens, cinq, il paraît. Peut être un sixième, ça, c'est les plus malins. Nous, géographes, pouvons-nous apprécier le monde avec nos cinq sens mieux que d'autres ? Possible, mais cela résulte d'un dressage, qui n'est jamais suffisant. Certains géographes travaillent avec le goût. D'autres avec les mains. On suppose que certains pourraient travailler à partir des odeurs... Mais effectivement, la vue reste l'outil privilégié, avec le pied. Mais la vue seule, sans déplacement, ne peut pas suffire. L'œil du géographe ? Mon œil !!! Sinon, tout le monde serait géographe, quoique certains marcheurs ou randonneurs aient acquis par l'habitude de l'observation des qualités semblables à celles du géographe (mais après il faut chercher à interpréter, et c'est là que commence le terrain, en quelque sorte). La vue directe ne suffit jamais. Sur tous les terrains que j'ai parcourus, il fallait que je me déplace pour avoir un autre angle (c'est vrai aussi pour toute manière d'étudier une question). Donc, la vue, avec la perspective. Et puis l'annulation de la perspective. C'est-à-dire la photo aérienne, satellitale, *etc.* le plan, les coupes, le relief. Je mélange volontairement. Observer un terrain, pour moi, c'est ça. Je sais que la vue, toute seule, dans le paysage comme on dit, est extrêmement déformante. C'est peut-être pour ça que j'adore Cézanne et son obsession de la Sainte-Victoire ! Donc, j'essaie de voir au-delà. Et puis par conséquent, d'utiliser autre chose que la vue, de compléter ce que je vois par ce qui est analysé par ailleurs avec d'autres méthodes. Mais votre question portait sur la vue.

Quelles sont par exemple ces autres méthodes ?

Plein ! Je ne sais pas moi : l'observation au microscope. Pour les sols, c'est les analyses de granulométrie. Le rapport entre une végétation, un sol et un climat... Ça peut être tout et n'importe quoi, une analyse sociologique, une psychanalyse. Tout dépend de l'objet géographique étudié. Une ville et un village ne demandent pas les mêmes méthodes. Mais, pour moi, l'enquête est partout indispensable. Je dis bien l'enquête, non pas le passage d'un géographe qui s'en va humer l'air des lieux en touriste et revient en disant : mon terrain, c'est les relations internationales de la Patagonie. Pour moi, l'enquête concourt à apporter quelque chose de plus à la vue, à condition qu'il s'agisse de méthodes reconnues comme scientifiques. La vraie question qui pourrait nous emmener loin, c'est qu'il me paraît difficile d'appeler terrain le travail géographique qui est fondé sur l'acquisition des données de base par les autres scientifiques. Mais cette question est complexe et nous ferait sortir des réponses à votre question.

Quand vous m'avez parlé du terrain, vous m'avez parlé d'une réduction et d'un choix. On va maintenant rester sur le choix mais on va prendre la question d'une manière un peu détournée : est-ce pour faire du terrain que vous avez fait de la géographie ?

Oui, très clairement, parce que lorsque j'ai choisi ce que je voulais faire dans la vie, j'ai procédé à des choix à la hache. Dès le bac passé, en propédeutique. On me pressait de trouver un métier, quel qu'il fût, il fallait gagner de quoi vivre. À ce moment-là, je me suis dit : que tu veux-tu faire ? Je savais très bien ce que je ne voulais pas faire : l'administration, le professorat, le commerce, l'entreprise, les professions de santé, la prêtrise, la direction d'hommes (et de femmes), l'armée, le spectacle, tous les métiers manuels sans exception, évidemment tout ce qui était réflexion mathématique, et aussi servir de haut-parleur à l'action des autres (on peut dire autrement : le journalisme tel qu'il se pratique) *etc.* Il ne me restait quasiment plus qu'à devenir soit spectateur et observateur du monde, soit, comme mes amis du milieu colonial dans lequel je vivais, femme entretenue régnant sur son foyer. Mais, pour un homme, c'était mal vu à l'époque. L'ennui d'être spectateur du monde, c'est que ça ne fait pas gagner d'argent, ça ne me permettrait certainement pas de vivre. Donc, il fallait être à la fois spectateur et un peu utile pour que la société donne des sous en échange. Essayer de comprendre le monde et de le rendre intelligible aux autres n'était peut-être pas une mauvaise idée. N'ayant ni la tête philosophique ni le goût des archives, ni le sens producteur de l'artiste non plus que le talent de l'écrivain professionnel, je ne voyais pas d'autre issue que les sciences sociales et, parmi elles, celle qui comblait en outre mon goût des voyages et du dé-placement : la géographie. C'est ainsi que j'en suis venu au terrain.

Et, au cours de votre cursus, comment avez-vous été formé au terrain ?

Par la lecture des géographes « régionalistes » qui enseignaient en Sorbonne dans les années 1950, mais surtout par le terrain, lui même, déjà, avant même de commencer des études.

C'est-à-dire ?

La première chose que j'ai faite, ce fut d'aller voir de quoi il s'agissait, puis après de demander aux autres (qui savaient) ce qu'ils avaient compris de ce qu'ils avaient vu. Il faut quand même ne pas oublier qu'à dix-huit ans, on ne sait strictement rien. Tout est à faire. J'ai donc eu plusieurs « premiers terrains », qui m'ont formé de manière différente. Le tout premier (on parlera de Lévi-Strauss si on a le temps), c'est quand je suis parti à dix-huit ans de chez moi, qui était au Maroc à Rabat. J'ai emprunté la moto d'un copain (une BMW 250, j'aurais préféré évidemment une Harley-Davidson mais il y en avait encore peu !) et je suis descendu dans le Sud marocain, vers le désert, tout seul, pour m'éprouver. Aucun mérite, c'était l'époque où l'on pouvait se balader librement dans le monde sans qu'on vienne vous casser la gueule ou vous enlever, bien avant le sida et le port du casque obligatoire. Et là, j'ai découvert (puisque je ne connaissais rien) toute une série de choses, de paysages, de gens, de cultures..., des milieux, des genres de vie si vous voulez. Et je me suis dit : « Mais ça me plaît tout ça ! C'est vachement intéressant. Pourquoi ça fonctionne comme

ça ? » Et puis je suis allé voir de ci, de là, plein de gens auxquels j'ai posé mille questions. Je ne savais pas que cela allait s'appeler « échanger » cinquante ans plus tard... : on prend le savoir local et on ne rend rien, c'est ce qu'est devenu l'échange il paraît ; « je vais me ressourcer au désert », clame la nunuche). J'ai découvert que les gens au sud d'Agadir, non seulement ne vivaient pas comme les Marocains et les Français à Rabat, mais en plus avaient des idées différentes ; ils n'étaient pas d'accord entre eux, il y avait des classes sociales tranchées, et les femmes étaient considérées comme des trésors à tenir serrés dans les maisons, des fois que les bijoux indiscrets racontent des choses. Je suis rentré. J'ai réfléchi. Je me suis dit : « Oui, tiens, c'est pas mal ». Mon deuxième terrain a été mon diplôme d'études supérieures, l'équivalent du master, je crois. Je travaillais sous la direction de Jean Dresch, nous avions choisi ensemble les souks de l'Anti-Atlas marocain. Lui aussi avait travaillé au Maroc. C'était un peu notre complicité. Moi, j'étais plus Marocain que Français parce que j'avais toujours vécu au Maroc. J'étais Français du Maroc et je me sentais à l'aise dans cette double peau, malgré les problèmes politiques. C'était l'année avant l'indépendance. J'ai acheté une moto plus grosse et je suis redescendu faire une enquête pendant cinq mois dans le Sud. A l'époque, il fallait du temps et peut-être avait-on plus de temps aussi, je ne sais pas. Là aussi, il me semble que le temps s'est raccourci depuis quelques années. Avant, on pouvait se permettre de faire une thèse en douze ans et souvent il valait mieux.... Maintenant, si elle dure trois ans, c'est vraiment limite. Si on pouvait la faire en un an et demi, on aurait tout de suite son PhD, un poste et on serait tranquille. Enfin bon, on ne va pas commencer à parler de l'évolution de la géographie. Je me suis installé dans des paysages et chez des gens que j'avais aperçus la première fois, puis j'ai élargi mon rayon d'action, en gros du djebel Sarho jusqu'aux alentours de Tiznit et jusqu'à l'oued Draa. J'ai découvert plein de nouvelles choses en passant la journée dans les souks (il y en avait un par jour, en rotation hebdomadaire entre les villages d'un même système, lui-même imbriqué dans un autre...). Je ne savais pas que les gens se réunissaient au marché pour marier les filles. Moi, je croyais qu'un marché, c'était un endroit où on allait acheter et vendre des marchandises, des ânes, du blé... Non, il s'y faisait bien d'autres échanges. Sous la tente ou dans un coin d'ombre, les pères de famille commençaient à bavarder pour mettre en place ce qu'on appelle les « stratégies matrimoniales ». « Alors, tu va avoir ta fille à marier d'ici deux ans ». « Et toi, t'as pas un garçon ? ». Et ils s'échangeaient des bouts de terrain, des passages de troupeaux, des droits de halte autour des puits, cent autres choses. Ça m'a donné envie de faire un peu de sociologie au retour à Paris.

Vous parliez leur langue ?

Oui, mal, comme toujours, et eux parlaient un français sabir. Parler la langue du lieu, quand on enquête sur une société, me paraît indispensable. Aussi peu que ce soit. C'est pour ça que changer de terrain contraint à changer de langue et que peu de géographes le font. J'ai contourné le problème plus tard en allant travailler avec des archéologues – les morts et les pots, ça ne parle pas – et en m'intéressant aux traces visibles de l'activité humaine, les villes du silence et les aménagements hydrauliques disparus. Mais un changement s'était produit : au lieu de trouver un terrain calme, je suis tombé sur un terrain en guerre larvée. C'était juste avant l'indépendance du Maroc (mars 1956) et les montagnes du Sud marocain servaient de refuge à l'Armée de Libération Nationale. Ça ne valait pas les Algériens du FLN, mais il y avait une armée. Dans le coin où j'étais, un accord tacite avait été passé entre les administrateurs français, l'armée nationale et les Marocains. La « France » occupait les forts, les routes et contrôlait le pays le jour. La nuit, les Français rentraient chez eux, mettaient les mitrailleuses en batterie pour éviter d'être surpris. Et la campagne appartenait à l'armée marocaine et aux Marocains qui faisaient leurs affaires, réglait leurs problèmes de tribus, de possession des terres et des troupeaux, de collabos à exécuter, *etc.* Je devais rentrer tous les soirs dans un fortin avant la tombée de la nuit, sous peine d'expulsion immédiate par ce qu'on appelait délicieusement les « officiers des affaires indigènes ». Le lendemain matin à l'aube, je repartais vers un autre souk, pour être en place au moment de l'arrivée des gens, vers sept ou huit heures du matin, et je commençais mes comptages et mes prises de notes. Enfin, le boulot ordinaire d'observation du géographe.

Restons sur les notes : quels étaient vos outils, vos méthodes particulières ? J'ai en tête le carnet de terrain et je pense notamment à votre livre *Traces d'eau* (2003) : vous avez repris sur des terrains différents, on voit votre carnet et les croquis que vous avez faits. Il y a une carte géologique que manifestement vous avez faite à main levée et qui est d'une beauté rare. Comment est ce que vous faites pour prendre des notes ? Quels usages faites-vous du carnet, de la prise de notes ?

Comme beaucoup d'autres géographes, c'est constant. Je ne fais rien sans mon carnet. D'ailleurs, il y a plusieurs carnets puisque le carnet des dessins est plus grand que le carnet des petites notes. Et puis, regardez, j'ai des petits carnets comme celui-ci, que je mets dans la poche, par exemple, ou comme celui-là sur lequel je notais au passage tous les noms que j'apprenais en persan – tenez, regardez – puisque j'ai dû apprendre le persan de cuisine pour travailler en Afghanistan. Ce n'était pas sur mon carnet d'entrevues, sinon je ne m'en sortais pas. Et en même temps, c'était plus discret avec mes interlocuteurs. Donc le carnet est essentiel. Et puis, l'appareil photo avec cet ennui que l'appareil de jadis ne permettait le développement des photos qu'après le retour. Ce n'est pas comme aujourd'hui où on a la photo immédiate, où on peut même l'enregistrer et la charger sur l'ordinateur. J'ai le sentiment d'avoir travaillé comme au Moyen-Âge quand je vois tous les outils dont je dispose aujourd'hui et leur rapidité foudroyante. Il y a un changement du monde absolument extraordinaire, jusque dans les méthodes d'approche de notation du terrain. Jadis, c'était très lent, manuel, difficile. Après, il fallait se repérer sur les photos qu'on avait prises, ce qui veut dire qu'il fallait prendre des notes déjà au moment de la prise de photo. Sinon après, c'est perdu, vous ne savez plus où se trouve ce que vous avez photographié. Ce travail de notation exigeait plusieurs heures par jour.

Revenons sur cette idée du choix. Vous m'avez parlé du Maroc. Et la Chine, c'est arrivé comment ?

C'est arrivé juste après, enfin presque... C'est qu'entre-temps, il y a eu un intermède où j'ai quitté les études. Après la licence de géo et le DES au Maroc, il fallait bien gagner sa vie, on n'est pas boursier permanent. J'ai donc pris un poste d'« expert » dans une société privée d'aide au développement, au Maroc toujours. J'ai quitté l'université et je suis allé faire de la socio-démographie « de terrain » avec des sociologues et des démographes, pendant un an. Puis, j'ai commencé à travailler également avec les gens de la revue *Tiers Monde*. C'était le pied total, exactement ce que je voulais faire. Je parcourais des paysages splendides parmi des populations amicales. C'était neuf mois après l'indépendance. J'étais employé par le gouvernement marocain pour enquêter dans le Moyen-Atlas sur la reprise des territoires par les tribus qui en avaient été chassées par les colons. Évidemment, les chefs de tribus disaient tous : ça, c'était à moi. Bien entendu. À quelque niveau que ce soit, avec qui que l'on se trouve et où que ce soit, du plus pauvre au plus riche et du plus généreux au plus avare, on ne trouve que mensonge et rapacité dès qu'il y a un morceau de terrain en jeu ou une possibilité de monnaie. Mon boulot était d'aller sur le terrain, de me faire admettre par tous bien que « envoyé » par le pouvoir (évidemment, je n'ai *jamais* été admis), de discuter avec chacun et, pire, en réunion collective, avec la *djemaa*, vous savez, le conseil des vieux du village (en Afghanistan, on dit la *jirga* où se réunissent les *rich-i-safid*, les barbes blanches). J'avais dans la manche un avantage fort, une sorte d'atout maître : les cartes dressées par les ingénieurs militaires français *avant* le début de la colonisation. Ces archives m'avaient été gentiment remises par les administrateurs nouveaux : jamais je n'ai retrouvé une telle naïveté dans aucun de mes terrains, sauf en Ouzbékiste après les premiers mois de la fin de l'URSS. Bien entendu, je n'ai jamais montré ces cartes sur le terrain : il y aurait eu des morts ! Mais, dans les discussions ardues, je montrais à tous les cartes topographiques récentes, qu'ils connaissaient plus ou moins bien et qu'ils redoutaient : « là, c'est écrit, tu vois ! ». Mais chaque matin, avant l'enquête, j'apprenais un bout de carte ancienne. Et surtout j'avais des copies des rapports des officiers des affaires indigènes qui disaient en l'espèce : « Quand je suis arrivé en 1932 dans la région, à tel endroit telle population était là. J'ai demandé à voir leurs pâturages. Signé : lieutenant Machin ». Ils faisaient de la géographie appliquée, ces lieutenants-là ! Et de poursuivre : « Le cheikh Chose m'a dit que les voisins à l'ouest étaient les Beni Truc, au nord les Aït Bidule, etc. » Toute cette géographie déjà faite avait été occultée par la colonisation. Et voici qu'il s'agissait de « rendre » les terres à leurs anciens propriétaires, alors que tout avait bougé depuis ! J'ai connu vingt ans plus tard le même problème au Yémen lors de la fin du Yémen du Sud marxiste et aussi, vingt ans après encore, mais de loin seulement, en Hongrie lorsque le nouveau gouvernement a rendu leurs immenses propriétés aux princes de l'époque austro-hongroise, Esterhazy, Bathory, Karolyi, Andrassy, Szechenyi, Palfy et autres. Redonner les terres aux occupants de 1930, était-ce faire justice ou bien nier l'histoire et ajouter une injustice à une autre ? Le problème était compliqué par le fait des disputes entre sédentaires et nomades. « En 1930, c'était notre terre » disaient les nomades des tribus, Zaïans, Beni M'Guild et autres. Mais entre temps, les colons l'avaient cultivée. Et ce n'était plus une terre de pâturage. Et ceux qui cultivaient, soit venaient d'une autre tribu, délibérément employés comme ouvriers agricoles, soit étaient des pauvres de la tribu d'origine contraints de devenir *khammes*, métayers payés au cinquième de la récolte, à la fois éleveurs et cultivateurs. Et puis on avait développé des villes, Ifrane, Azrou, Sefrou, dont les bourgeoisies marocaines soudainement enrichies souhaitaient se faire attribuer des terres et employer plus de domestiques. Et puis il y avait la grande question des Berbères qui ne voulaient pas être assimilés. Que devais-je dire au gouvernement marocain, en plus à une époque où celui-ci voulait créer des coopératives et non pas rendre des terres à des tribus, de manière aussi à assurer l'ordre politique du *Maghzen*, le pouvoir central arabophone ? Heureusement pour moi (?), très vite, les Marocains du ministère ont dit : « Écoute, tu nous donnes les éléments. Le système juridique, c'est notre affaire à nous. Les rapports et les règlements entre tribus, ne t'en occupe pas. Tu n'as pas à te mêler de politique. Merci pour les informations, continue ». Je dois reconnaître que ça m'a soulagé, parce que j'ai toujours pensé qu'un étranger n'avait rien à faire (et je le pense toujours) dans un pays autre sinon observer et dire le plus prudemment possible ce qu'il a vu. Je suis contre l'action à l'étranger de la part des étrangers. Alors, j'ai fait mon rapport en disant : « Bon, écoutez, je vous ai apporté ceci, cela. Untel m'a dit ceci. Untel m'a dit cela (et il est d'accord pour que je le répète). Aujourd'hui, c'est comme ça, il y a trente ans, c'était autrement ». J'ai considéré que là, j'avais fait mon travail de géographe et Raymond Aubrac, un temps conseiller du programme, m'a confirmé dans mes intentions. Ce qui, évidemment, m'a conduit à réfléchir au statut réel (et mineur) de la géographie dans la société et dans la panoplie de ce qu'on appelle les « sciences » humaines. Mais le lieu n'est pas d'en parler, n'est-ce pas ?

Donc, pour finir avec cette période très formatrice dans beaucoup de domaines, je termine ce récit un peu long. Mon contrat s'est terminé au bout d'un an. J'ai demandé au patron ce que j'allais faire l'année suivante. Il m'a dit : « On va t'emmener au Mali, dans le Nord, il y a de belles enquêtes à faire. ». J'ai dit : « Et après ? » « Après, on trouvera bien un autre contrat. On a l'intention d'aller au Tchad. On t'emmène dans les équipes qu'on va constituer ». J'ai dit : « Soit, mais toujours pour faire la même chose ? ». Il m'a dit : « Avec les diplômes que tu as, que veux-tu faire de plus ? ». Je n'ai rien dit. Mais j'ai écrit à Jean Dresch en lui disant : « Voilà où j'en suis, qu'est ce que je fais ? » Il m'a renvoyé un mot, sec et paternel : « Rentrez, vous avez trop tardé. Dresch ». (*rire*). J'ai répondu (en plus poli) : « Pour quoi faire ? ». « Passer l'agreg, après vous verrez bien. Vous ferez une thèse. Ne perdez plus votre temps ». J'ai écrit : « Je n'ai pas d'argent. Il faut que je gagne ma vie ». Il a répondu : « Je vous trouverai une bourse ». Je suis rentré à Paris, logé à la cité d'Antony. Quand je l'ai vu, il m'a demandé de lui parler du Maroc. On a parlé longtemps. On était assez émus. Et puis il m'a demandé : « Qu'est-ce qui vous intéresserait ? » Je lui ai dit : « Si je dois grimper dans une hiérarchie, je veux aller jusqu'à mon niveau d'incompétence. Ensuite, je verrai bien. La thèse, c'est obligatoire ? » Il m'a dit : « Non, sauf si vous voulez être prof en fac ». J'ai confirmé que je ne voulais pas. Il avait l'air déçu. Je lui ai demandé : « Mais

si vous voulez que je fasse une thèse, où est ce que je peux la faire ? » Il m'a dit en rigolant franchement : « Au Maroc, comme moi » ; - « Au Maroc ? Il y a déjà une tapée de thèses. Je ne vais pas en faire une de plus ». C'était mon sentiment. Et il m'a dit : « Soit, mais réfléchissez bien ». Du coup, j'ai choisi. J'ai regardé la liste des thèses en cours et les anciennes. L'Afrique occidentale en était pleine parce que c'était les colonies françaises, qu'on parlait français et qu'on pouvait y aller comme fonctionnaire. Les Antilles, idem. C'était plus facile. Il y avait quelques thèses sur l'Amérique latine à la suite de Pierre Monbeig, *etc.* J'ai failli choisir le Brésil. Le portugais, ça peut s'apprendre et il y avait de bonnes implantations françaises. Car les thèses, ça se fait à partir de postes, pour avoir des postes. Aucune thèse sur les États-Unis, comme par hasard. La concurrence locale est forte et n'est pas Jean Gottmann qui veut. J'ai continué le tour. Il y avait ce « fou » de Jean Malaurie à Thulé mais je n'aime pas le froid, Pierre Gourou en Indochine mais je n'aime pas l'humide. Il n'était pas question que je choisisse les environs de la maison de campagne de mes parents : ils n'en avaient pas. Dommage, la Normandie m'aurait bien plu mais c'était déjà bourré, bizarre... À ce moment-là, je me suis aperçu que jamais personne n'avait essayé en Chine. Gourou m'a soutenu. L'époque était au développement économique et social. Et le pays venait de passer au communisme et prétendait inventer une « voie chinoise » que René Dumont explorait et dont Marc Riboud photographiait l'état lamentable. Alors, modestement, j'ai choisi. Mais il fallait régler quelques détails.

Vous ne parliez pas le chinois ?

Pas un mot. J'ai dit à Dresch : je vais en Chine. « Vous êtes sûr ? ». « Oui, oui ». « Savez-vous qu'il faut dix ans pour faire une thèse ? ». À l'époque, il en fallait parfois quatorze ! « Je pars pour dix ans, thèse ou pas ». « Ah bon, si c'est comme ça, je vous trouve une bourse ». Et il m'a trouvé une bourse chinoise de l'université de Pékin. Entre temps, il y avait eu l'intermède de l'agreg. En trois mots, en octobre 1958, Dresch m'a dit : « Écoutez, la bourse commence en octobre 1959, dans un an. D'ici là, tentez l'agreg ». J'ai dit : « D'accord, un essai ». Fin juillet 59, l'affaire était pliée. J'ai dit alors : « Voilà qui est fait, je pars ». Et là, il me dit : « Mais non, vous ne pouvez plus. Il faut que vous soyez prof de lycée. Vous avez signé un contrat. Voyez l'inspecteur général qui va vous donner un poste ». J'étais noir de rage. L'inspecteur général m'a demandé où je voulais aller, puisque j'étais bien classé. « Nulle part. » Il m'a dit en souriant : « Pas possible. Vous êtes obligé de prendre un poste ». Je lui ai dit : « Non, merci. J'en veux pas. J'en prendrai pas. Je n'irai pas. » Il m'a dit : « Vous perdrez dans ce cas le bénéfice de l'agrégation ». Alors, je lui ai dit : « Soit, mais pas le titre qui est inscrit au Journal Officiel. Les avantages financiers, j'aimerais bien les garder, mais mon projet est ailleurs ». « Où donc ? ». « En Chine ». Silence. « Je vous propose le lycée de Phnom Penh et le poste d'attaché culturel, comme Jean Delvert jadis ». J'ai refusé poliment, un peu éberlué « Vous me voyez, moi, anticolonialiste, faire le culturel au Cambodge ? » J'étais tellement content – et surpris – que l'agreg n'ait pas été la marque de mon niveau d'incompétence que je me suis accroché à ma position. Dresch, là encore, a été un vrai patron. « Écoutez, vous n'allez pas vous en sortir. Je vais téléphoner au ministère. Voir ce qu'on peut faire pour vous ». Il y connaissait une juriste, nous y sommes allés ensemble. « Pas de problème. Bourse rarissime à Pékin, on va faire une dérogation de service jusqu'à 40 ans ». Cela se savait peu chez les agrégatifs, mais cela impliquait des désagréments, ceci expliquant peut-être cela. Je perdais en effet un salaire assuré, mes droits à retraite, l'insertion dans un milieu et tout... Mais c'était ça ou ne pas partir. Et donc, deux mois après, en septembre 1959, je suis parti en Chine par Prague, Moscou, Omsk, Tomsk, Irkoutsk, Oulan Bator, en n'enfreignant qu'un seul règlement : un sursitaire devait d'abord faire son service militaire, à l'époque plus de deux ans (donc je suis passé discrètement par la Suisse). J'ai appris le chinois, traduit, visité des communes populaires. Puis j'ai été viré par « mes amis chinois » lors du durcissement de 1961, pour la raison que : « La géographie, c'est de l'espionnage ». De retour en France, j'ai été pris à ma demande au CNRS en octobre 1962, comme stagiaire pour quatre ans, avec le statut de contractuel de l'État, sans garantie d'emploi à la différence de la plupart des autres géographes qui étaient des fonctionnaires détachés de l'Éducation nationale. Mon « patron » Dresch considérait que je faisais une mésalliance : il « fallait » être assistant à la Sorbonne, c'était plus « noble ». Et il est vrai que même de nos jours on trouve encore quelques maîtres de conférence à l'université de X ou de Y bien arrogants. Ce mépris pour le CNRS en sciences humaines n'a jamais cessé. Il se perpétue ouvertement avec Jean-Robert Pitte aujourd'hui, parvenu académicien, mais il suffit de relire quelques souvenirs, ceux de Jacques Lautman en particulier² pour voir que les lignes n'ont pas bougé depuis ce que disait Raymond Aron (tous deux normaliens, eux) : « Le CNRS, c'est bon pour les jeunes femmes, pour les étrangers non naturalisables, pour les bègues, pour les curés et pour les disciples de deuxième ordre ! Mais nos bons élèves, on les oriente vers les carrières universitaires ».

Avec mes notes de terrain et des traductions originales, j'ai rédigé un troisième cycle en 1965, - la petite thèse à l'époque – avec trois Jean au jury (Delvert, Dresch et Chesneaux l'historien). La révolution culturelle est arrivée. Retour en Chine impossible. Alors j'ai tourné autour d'un peu toutes les sciences sociales, j'avais déjà suivi les cours de Lévi-Strauss. J'ai travaillé surtout au labo des Hautes études dans l'antre des sinologues contemporains, à l'époque boulevard Saint-Michel, chez le général Guillermez (aujourd'hui dans le centre Chine-Corée-Japon de l'EHESS, auquel je suis toujours rattaché), à partir des écoutes quotidiennes des radios régionales chinoises transcrites en anglais par la BBC et un service américain. Et puis j'ai repris les travaux nettement négligés depuis presque dix ans lors de la tentative de création d'une équipe interdisciplinaire pour aller étudier un village en Corse, où nous étions partis à huit (1956). C'était, d'une certaine manière, faire un peu un retour au terrain par les notes et la réflexion.

² Cf. <http://www.histcnrs.fr/LautmanJ.html>, entretien du 16 février 1987.

C'était un peu la même veine que ce qui s'est fait à Plouzévet en Bretagne ?

Plouzévet, c'est dix ans plus tard et c'était la « direction de l'avenir », mais les choses étaient « dans l'air ». C'est pour ça qu'on nous l'avait proposé en 1956. Il s'agissait de « la constitution d'archives du contemporain par des chercheurs de terrain ». Ce n'était pas encore Edgar Morin : c'était le Laboratoire d'Ethnographie Française du Musée de l'Homme, dirigé par Marcel Maget et dont l'assistant était Isac Chiva, qui allait devenir directeur d'*Études rurales* et un temps sous-directeur du labo de Lévi-Strauss au Collège. Nous étions donc au nord-est de Corte. On a travaillé pendant deux mois, un mois d'été et un mois d'hiver, avec un architecte, un musicologue/cinéaste, deux sociologues, un lexicographe... Et on mettait en commun toutes nos trouvailles tous les soirs. C'était vraiment du travail interdisciplinaire. Un peu comme le truc de Morin, il n'y a pas de mystère. Et puis, on a fait notre rapport, *etc.* et chacun a repris sa vie de son côté, faute de structure permanente, à part trois qui ont suivi le sociologue Paul Pascon au Maroc. Nous avons au moins appris que la recherche en science sociale ne peut se faire qu'en tenant d'abord compte des rapports que l'on établit avec les êtres humains que l'on rencontre. On peut mettre plusieurs années à établir la confiance avec un interlocuteur. Le chercheur de passage, qui veut aller au-delà des chiffres de production, ne doit pas confondre véracité et politesse. Mais il faut écouter Morin dans cette interview³.

A la fin de 1965, bien que de Gaulle ait procédé à la reconnaissance officielle de la République populaire en 1964, notre ambassadeur, Lucien Paye, a fait savoir à J. Dresch que je ne pourrais pas repartir en Chine comme géographe. J'ai été convoqué à la direction du CNRS. Je vous raconte ça parce que c'est typique de l'époque et qu'un terrain, ça se fait parmi des institutions qui ont leurs propres règles. Il faut savoir naviguer un peu, mais tenir son cap. La fonctionnaire responsable (*no names !*) appliquait les règlements : « Nous avons fait tous les efforts possibles pour que vous puissiez travailler en Chine (et moi, alors, j'avais rien fait ?). Le refus est définitif pour l'accès au terrain. Ou bien vous trouvez un autre terrain et un autre sujet. Ou bien vous quittez le CNRS ». Vous imaginez la catastrophe ! « On ne va pas vous virer le mois prochain mais votre cas sera présenté à la prochaine commission du Comité national et elle devra statuer... ». Ça laissait un peu de marge. Après quelques mois, Pierre Birot – un des grands de la Sorbonne comme on n'en voit plus – m'a demandé de venir dans son bureau : « Voilà, des collègues géologues créent une RCP, Recherche Coopérative sur Programme, une réunion temporaire de chercheurs pour l'étude précise d'un sujet, après on passe à autre chose si ça ne rend pas. Ils sont prêts à prendre un géographe. Ça vous intéresse ? » Je lui demande : « Où donc ? ». « En Afghanistan ». J'ai réfléchi et j'ai dit : « Pourquoi pas au fond ? »

Et c'est comme ça que vous vous êtes retrouvé à travailler avec des archéologues ?

C'est plus long que ça ! Désolé ! Je suis passé d'abord avec les géologues. On m'a confié à Amiens une Land Rover à conduire à Kaboul comme ça, en juillet 1966. J'ai fait quinze jours de stage chez Rover pour apprendre comment démonter le moteur, la boîte de vitesses, les ponts, les cardans... J'ai travaillé deux étés avec les géologues, dans plusieurs provinces orientales, notamment dans le Paktia, et aussi dans le sud, la vallée de l'Helmand (Hilmend), dont les soldats étatsuniens ne parviennent pas à s'extirper aujourd'hui. J'étais du « mauvais » côté de la géologie, la structurale, au moment où les équipes de Mattauer, Proust et autres découvraient et prouvaient la validité de la tectonique des plaques. Ils voulaient que je vienne avec eux et j'y serais bien allé, mais l'institution me tenait. Ce n'est que bien plus tard que j'ai pu travailler avec Tapponnier au Xinjiang, en Chine. En 1967, j'ai eu un prix de 15 000 francs, j'ai mis l'argent dans un Kombi Volkswagen et je suis reparti avec lui l'année suivante à Kaboul pour mon propre compte, en « chercheur isolé », comme on disait à l'époque. Après, Jean Dresch m'a fait venir avec lui en Iran où il avait créé une autre RCP dans le désert du Lout, dans laquelle il avait invité Théodore Monod. Je vous raconterai ça un jour peut être, puisque vous m'incitez à faire de l'*ego*-géographie.

Oui, il faut faire de l'*ego*-géographie !

Alors, j'ai alterné 67, 68, 69 jusqu'en 72 entre Afghanistan et Iran. Toujours avec le prétexte de rédiger une thèse d'État et de moins en moins d'envie de la faire : son seul intérêt était de donner accès au professorat d'Université, dont je n'avais pas envie. Je me suis contenté d'étudier pour le plaisir les irrigations sur les piémonts de l'Asie aride. D'où toutes ces notes que vous voyez ici, qui montent jusqu'au plafond, qu'il faut que je dépouille avant ma mort ou que je jette. Et puis les Iraniens m'ont fait comprendre que je n'aurais plus accès au terrain, les campagnes commençaient à gronder contre le Shah et la Savak (la DST locale) ne me lâchait pas des yeux. Si je voulais rester à Téhéran étudier les rapports, les statistiques, c'était très bien ; mais me déplacer dans les villages et les bourgs où je voulais aller, non.

Et à chaque fois, vous apprenez la langue ?

Un minimum, il faut bien ! J'ai appris le persan basique – comment se déplacer seul et poser des questions dans les villages, sinon ? -, ça m'a beaucoup servi plus tard parce que j'ai continué à l'utiliser jusqu'en 78. A partir de 72, j'ai travaillé surtout en Afghanistan. Et c'est là qu'en 1974, j'ai rencontré un jour à Kaboul des archéologues qui rentraient de mission – on y vient, à l'archéo ! - . Et qui ont dit : « Tiens, un géographe ». On est allé bouffer ensemble. Il faut compter le hasard aussi dans le terrain. Ils m'ont raconté leur problème : « Écoute, tu ne voudrais pas venir voir ? On fouille une ville, tout à fait au nord de l'Afghanistan, une des fondations héritées de l'expédition d'Alexandre (sur Google, taper Ai Khanoum, ils savent quasiment tout). Elle est dans une zone désertique. Et c'est une grande ville

³ Cf. <http://web.mac.com/paillard1/Site/Entretien.html>

quand même où il y avait un théâtre avec plusieurs centaines de places, si ce n'est pas un millier ». Ils n'avaient pas fini de fouiller. « Et donc, pourquoi mettre une ville, même au bord d'une rivière ? De quoi vivaient les gens ? ». Je suis parti avec eux. Au débouché de la montagne, sur un beau cône d'alluvions, bien lisse, bien sec, sans végétation, il y avait des sortes de levées de terre. L' « l'œil du géographe » - vous vous rappelez ! - a dit : « Mais tout ça, c'est pas naturel ». Je me rappelle de ma manière de parler parce qu'après, ils me l'ont répété plusieurs fois. Ils m'ont dit : « Qu'est-ce qui n'est pas naturel ? ». « Ces petites bosses, *etc.* ces lignes à l'horizon ... ». Alors, ils m'ont dit : « Ben, pourquoi ? » J'ai dit : « Long à expliquer. Mais d'abord on va aller voir ; *a priori* ça doit être des traces de construction, mais on ne sait jamais tant qu'on n'a pas au moins vu ». Ils sont restés silencieux, polis, mais extrêmement dubitatifs. Ensuite, une équipe CNRS a été constituée et nous avons passé cinq ans sur la question. Il s'agissait effectivement de restes d'irrigation remontant pour les premiers à l'âge du Bronze, avec des canaux de 30 km de long, trois villes et plus de 400 vestiges de fermes... Nous avons fait plusieurs publications là-dessus.

Vous avez beaucoup travaillé avec les autres disciplines : est-ce qu'il y a des spécificités quand on fait du terrain avec d'autres géographes et avec d'autres archéologues et anthropologues ?

Avec d'autres géographes, on voit la même chose, on interprète de la même manière sauf dans les choses très spécialisées, et encore même là on utilise les mêmes yeux. Le cas le plus flagrant a été des bouts d'été passé à Thasos (Grèce) avec notre collègue Gilles Sintès, prof de khâgne à Masséna (Nice), grâce à l'École française d'archéologie d'Athènes, lorsque nous avons parcouru l'île en tous sens à la recherche de vestiges de fermes et de chemins « grecs », c'est-à-dire correspondant à la période classique puisqu'on avait entre autres à l'ouest le port antique submergé de Limenas et, au nord-est, les spectaculaires carrières de marbre blanc d'Aliki à fleur d'eau.

Avec d'autres disciplines, c'est presque plus facile parce que chacun voit le même terrain selon sa formation et ses intérêts et je dirais qu'il y a presque autant de terrains à partir d'un seul qu'il y a de disciplines, recouvrements exclus évidemment. Les archéologues, bien que gens de terrain, n'ont pas la même attitude que moi. Ils restent plus longtemps sur le même site. Une fois qu'ils ont trouvé un trou à faire, ils peuvent creuser très longtemps. Ils s'installent. Ils ont un camp. Dans le cas précis de l'Afghanistan, à Aï Khanoum (voir Google), nous avions un camp au bord de la rivière avec toute une organisation, des cuisiniers locaux, une logistique, des chauffeurs quand on en avait besoin. Sinon en général, on conduisait nous-mêmes. Un camp d'archéologues, c'est une petite ville qui se transporte, puis qui rebouche tout quand elle a fini, ce qui déçoit toujours les touristes. Elle peut laisser quelques structures pour un retour l'année suivante. Et on recommence, *etc.* Le temps des archéologues de terrain est tout à fait autre que celui du géographe, qui n'arrête pas (normalement) de faire de la prospection, de compléter ses cartes. Dans ce cas-là, c'était merveilleusement agréable à vivre. Il faisait chaud, beau et sec. Je pouvais retourner voir en détail les coins que j'avais négligés en attendant que la fouille soit finie. J'allais voir la montagne. Vérifier les niveaux de terrasses. Tenir compte de l'érosion. Enfin, combien de fois n'ai-je pas revu les choses pour être sûr ! Pour moi, on ne peut pas faire de terrain sans géographie physique. Je me rappelle très bien l'érosion dans les granites de Tafraout au Maroc, mesures, prélèvements, calculs de pentes, coupes, *etc.* Il y avait, je dirais, une familiarité, presque une symbiose diront certains, avec le terrain. Un géographe a dû dire ça : « presque charnelle ». Ce travail en Afghanistan a duré jusqu'en 1978, mais nous étions partis pour travailler plus longtemps. Simplement, l'histoire contemporaine s'est mêlée des choses – la réalité ? -. Nous avons été chassés par les communistes venus au pouvoir, puis l'armée russe qui a envahi le pays en décembre 1979. Il me fallait trouver – *once more* ! - un nouveau terrain. La chance m'a souri : en 1980, c'est la Chine qui se rouvre... vingt ans après !

Donc, vous retournez à vos premières amours ?

Donc, j'y suis retourné, vingt ans après, pour travailler enfin dans le désert du Taklamakan ou plutôt autour. Ça, j'en parlerai dans *Traces d'eau tome II* que je prépare. Cela a été des années intéressantes... Puis, au moment où les conditions devenaient vraiment prometteuses – il faut du temps pour dissiper les méfiances – l'histoire contemporaine s'est à nouveau manifestée : la révolte étudiante de mai 1989. Il n'était pas possible de faire comme si rien ne s'était passé. J'ai suspendu la collaboration que j'avais depuis 1987 avec l'Académie des sciences locale. Rupture politique, donc définitive. À nouveau l'impasse, le changement imposé ? Je n'ai pas eu longtemps à attendre : en juillet 1991, disparition de l'URSS ! C'est quand même le plus imprévu des imprévus ! Encore l'histoire contemporaine ! Le temps de quelques visites pour chercher un endroit où travailler (j'ai failli travailler avec les archéologues londoniens à Merv, en Turkménie ou des archéologues russes au Tadjikistan), cela m'a permis, dans le cadre d'une nouvelle équipe d'archéologues du CNRS et de l'École normale supérieure de Paris, de participer à de nouveaux chantiers en Asie Centrale, dont je n'osais plus rêver : ce fut ma décennie Samarcande...

Donc, finalement, vous étudiez certes l'histoire, mais votre carrière s'inscrit aussi...

Elle est complètement inscrite dans l'histoire. Mais il ne s'agit pas de la même histoire ! Il est quand même un peu émouvant, pour ne pas dire plus, de passer sans cesse de sujets tranquilles depuis des millénaires au cliquetis de l'histoire immédiate, celle des relations internationales !

Un autre aspect qu'on peut aborder, c'est la question du voyage puisque vos pratiques de terrain se sont déroulées dans des pays exotiques, dans « l'ailleurs ». À côté de ça, vous voyagez beaucoup, vous circulez. Est-ce que quand un géographe voyage, il fait du terrain ? Comment articulez-vous vos voyages d'agrément et vos pratiques de terrain ?

Quand je voyage, je ne fais pas du terrain, je fais du tourisme. Comme tout le monde. Mais il y a différents types de voyage, autant que de tourisme. C'est une question de vécu. Le premier Paris-Kaboul en voiture en 1966 c'était de la découverte, l'entrée brutale de la réalité dans les schémas appris à l'université. Istanbul, les grands lacs salés de Turquie, la Cappadoce, Kayseri, le mont Ararat, le piémont du Demavend, l'immense plaine de l'Hilmend, Kandahar, Ghazni, c'étaient des exemples inoubliables qu'il fallait ensuite situer dans des ensembles inconnus de moi. Les mois d'été des années 1969 – 1974 (le terrain se faisait en automne, quand il fait moins chaud), je nomadisais avec mon Kombi Volkswagen le long des côtes de la Turquie, quand tout était encore « vierge » de touristes : c'était une succession d'histoire gréco-romaine en camping sauvage au bord de l'eau, avant que Kemer ne devienne un village du ClubMed et que les grands sites (Éphèse, Milet, Didymes, Pergame, Priène, Sardes et cent autres) des usines à faire la queue. J'ai comblé, par ce tourisme-là, mes ignorances en histoire grecque. Puis ce fut la côte dalmate en détail (Pola, Zadar, Hvar, Split, Raguse, ah ! Raguse, Köper...), à la fois tourisme ordinaire et tourisme de géographe, chacun comprendra ce que je veux dire. Les voyages d'agrément, j'en ai fait d'une bonne centaine de sortes.

Mais rien à voir avec les pratiques de terrain. Ce sont deux manières de faire radicalement différentes. À partir de 1975 et jusqu'à ces dernières années encore (2008), j'ai été invité à participer à des programmes d'archéologie, donc de terrain (voir *Traces d'eau*). Préparation avant le départ, bien en amont, cartes, photos aériennes puis images de satellites, lecture des archives, discussions avec les collègues plusieurs mois avant la mission, exploitation des résultats, souvent retour plusieurs années sur le même site ou ses voisins (ainsi au Yémen, en Syrie, en Jordanie, plus récemment dix automnes à Samarcande...). J'appelle cela « la mise en tension », la conscience est obnubilée par ce qu'on doit faire. La « mission » était strictement encadrée entre les dates de départ et de retour : pas un jour libre, pas de visite d'agrément, travail le jour et notes le soir, comme la plupart des membres des équipes. Le terrain, c'est sérieux. On n'a pas le droit moral d'utiliser les crédits publics en balades : ce n'est qu'à mon cinquième séjour en Syrie que j'ai visité Damas ! Là, je vous décris mes terrains à moi, non pas la manière de faire de ceux qui vivent sur place toute l'année. J'allais où l'on avait besoin de moi, je passais un mois, deux mois, trois mois, le temps qu'il fallait. Il y avait chaque fois un problème à résoudre. Mais on ne peut pas traiter un problème sans voir qu'au même endroit il y a plein d'autres choses visibles, qui font réfléchir. Ainsi en Jordanie, à Pétra, j'ai eu beau faire des cartes de prospection, encore inédites, elles étaient en partie obsolètes l'année suivante en raison des nouvelles publications des équipes internationales. C'est fou ce qui peut s'écrire dans le monde sur un sujet ! Ça, c'était encore du travail de terrain parce que ces publications posent des questions sur le terrain lui-même et sur l'interprétation de ce qu'on a vu. Rien n'est stable ! À Pétra, ce qu'on a sous les yeux va du Néolithique (avant la poterie, PPNA, vers – 8500, PPNA ça veut dire *pre-pottery neolithic A*, parce qu'il y a un B ensuite) jusqu'aux temps modernes et la sédentarisation forcée des nomades. Je ne peux pas ne pas sentir en permanence le poids du temps. Les conditions géopolitiques m'y ramènent très rapidement et je ne peux pas faire semblant de ne pas les voir ! C'est-à-dire (ça, c'est très important), je ne vois pas le terrain dans le temps parce que je serais « orienté » histoire, je le vois parce que le temps s'impose à moi en permanence. Je dirais volontiers : la géographie, c'est de l'histoire qui dure en se transformant. Pour moi, un terrain n'existe que dans le temps, souvent dans le temps long parce qu'il y a des constantes, hachées en quelque sorte d'évolutions, marquées par des « événements spatiaux », qui sont la brutalité incarnée dans le sol par les passions humaines. Plongez donc au cul des archéologues, dans les nécropoles, les charniers, les couches d'incendie, les colonnes renversées ! C'est d'abord et avant tout de la poussière d'humains qu'on remue ! De la poussière de géographies empilées ! La poussière, il y aurait des romans à écrire sur ce qu'elle transporte d'humanité ! Ça, c'est les terrains auxquels j'ai participé.

Ils n'avaient rien avoir avec le voyage aseptisé, les objets restaurés, les musées documentés. Sans la moindre poussière ! Mais c'est du voyage quand même. J'ai plusieurs fois revu des terrains lorsque je jouais au guide touristique pendant deux ou trois semaines : un détachement incroyable ! Rien n'était en moi semblable, parce qu'il manquait l'engagement ! J'ai sillonné les souks d'Alep, de Damas, le bazar de Kachgar et quelques dizaines d'autres à la fois en touriste et en géographe de terrain : rien à voir comme attitude d'esprit, rien à voir comme souvenir.

Aujourd'hui, j'ai « fait » mon dernier terrain. Je n'ai plus assez de forces pour continuer sérieusement. Je m'en suis aperçu ce printemps 2008 en Jordanie, en revisitant avec de jeunes archéologues le site d'Iraq al Amir où j'avais travaillé il y a trente ans, en 1978. Nous avons retrouvé, entre autres, un éboulis de pierres sur lequel je sautais d'un pied sur l'autre pour aller jusqu'à la rivière. Là, j'ai roulé un bout, au prix de quelques plaies et bosses ; il en est résulté la peur instinctive d'un chat qui, rescapé d'une chute du troisième étage, n'ose plus descendre d'un tabouret ! Alors je fais du tourisme...

On a beaucoup parlé de science et de géographie mais, au-delà, que vous apprend et apporte le terrain ?

C'est déjà pas mal que ça apporte tout ce qu'on vient de dire. Mais vous voulez dire : vu de haut... ? Je dirais une manière de vivre et de regarder le monde et les gens. D'être heureux. C'est-à-dire que je ne peux pas ne pas m'intéresser aux autres. Je ne peux pas ne pas avoir des jugements. Non pas sur les autres, mais sur ma société et sur celles qui m'accueillent. En fait, ça me ramène à moi dans le monde. Pour vous donner un exemple, rien ne m'exaspère plus que nos contemporains qui disent : « Mais, je suis pauvre. Je ne peux pas vivre. Je ne vais jamais m'en tirer. Mais, bon, la télé j'en ai besoin parce que... Et mon chauffage, l'eau chaude... Je suis dans une pauvreté insupportable ». J'ai envie de les emmener là où il y a de vrais pauvres pour qu'ils voient un peu ce que c'est, autrement qu'à la télé ! J'ai horreur de ceux qui se plaignent dans notre société. Cela vient de ce que j'ai vu dans le monde : des femmes, en Oman, au souk d'Ibri, la tête enserrée dans un masque de cuir noir qui ne laisse au jour que les yeux, et en plus cette invention sadique d'un volet mobile sur l'axe du nez qui les contraint à regarder à gauche, puis à droite en inclinant la tête,

comme les poules, pour savoir si ce qu'elles voient présenté à terre est un oignon ou un poireau ! À vomir ! Ça, e'est une des choses que m'apporte le terrain – je dis bien m'apporte, en plus de m'apprend. Cela intervient certainement dans ma manière de voir le monde, de m'y situer, socialement, politiquement... Il y a une interaction très forte entre ce que je vois sur un terrain et la manière dont je vis, mais je n'en tire pas les mêmes conclusions que bien d'autres. Je ne crois pas à l'action individuelle, fût-elle humanitaire. Je suis bien trop sensible à ce qu'elle contient d'égoïsme, d'hypocrisie, de paternalisme social, de colonialisme déguisé. Et je ne crois plus depuis bientôt quarante ans aux avant-gardes... C'est pourquoi je n'ai jamais voulu devenir un spécialiste du sous-développement ou du développement durable. Je n'y crois pas, tous mes terrains me l'enseignent. Voilà ! Voilà ! Que puis-je bien vous dire de plus ?

Merci.